

Paris, le 19 septembre 2008

Le Premier Ministre

N° 5333 /SG

à

Madame et Messieurs les préfets de région

Mesdames et Messieurs les préfets de
département

Objet : Lancement de la phase de préfiguration des nouvelles directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS)

Réf : Circulaire n°5285/SG du 19 mars 2008

P.J. : 2

Dans le prolongement de ses décisions du 12 décembre 2007, le conseil de modernisation des politiques publiques (CMPP) a confirmé, le 11 juin dernier, la création d'une direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) parmi les huit structures constituant l'administration territoriale de l'Etat au niveau régional.

L'objectif est de regrouper, sous l'autorité du préfet de région, l'ensemble des missions et des services de l'Etat traitant des politiques sociales ainsi que de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Les DRJSCS s'articuleront avec les autres directions régionales et les nouvelles directions départementales interministérielles compétentes dans le champ social placées sous l'autorité des préfets de département (la direction départementale de la population et de la cohésion sociale ou, dans les départements dont l'importance démographique ou les nécessités en matière de cohésion sociale ou de politique de la ville le justifieront, la direction départementale de la cohésion sociale).

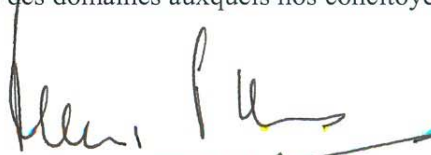
La réforme doit, par ailleurs, permettre de développer des modes d'intervention nouveaux, mieux adaptés à la diversité des situations à traiter, s'appuyant sur une expertise renforcée.

L'objet de la présente circulaire est de définir les modalités de préfiguration de la nouvelle organisation dans huit régions du territoire métropolitain, sous l'autorité des préfets de région. Pour chacune d'entre elles, un préfigurateur est désigné (cf. annexe 1).

Cette mise en place anticipée, assistée de près par les administrations centrales concernées selon des orientations et modalités précises (cf. annexe 2), permettra de tirer profit des premières expériences avant la généralisation du processus à l'ensemble des régions de métropole, une réflexion étant simultanément engagée pour l'outre-mer et pour les régions dans lesquelles le partage des compétences entre l'Etat et les collectivités peut être spécifique.

Tous les préfets seront informés régulièrement de l'avancée des travaux réalisés dans les huit régions préfiguratrices, ainsi que des conditions dans lesquelles les autres régions seront amenées à s'inscrire dans la démarche et à contribuer à la construction de ces nouvelles directions régionales.

Je compte sur votre engagement pour la réussite de cette réforme, qui doit améliorer l'efficacité et la perception de l'action de l'Etat dans des domaines auxquels nos concitoyens attachent une grande importance.



François FILLON

ANNEXE I

Nom et fonction actuelle des préfigureurs régionaux des DRJSCS

REGION	RESPONSABLE	Fonction actuelle
Auvergne	Yannick BARILLET	DRDJS
Basse-Normandie	Joël MAGDA	DRASS
Centre	Patrick BAHEGNE	DRDJS
Haute-Normandie	Gilles GRENIER	DRDJS
Languedoc-Roussillon	Jean-Pierre RIGAUX	DRASS
Limousin	Françoise DELAUX	DRASS
Midi-Pyrénées	Frédéric RAME	DRDJS
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Jean CHAPPELLET	DRASS

ANNEXE 2

Les modalités de préfiguration des DRJSCS dans huit premières régions

I. LE COMITE DE PILOTAGE NATIONAL

Conformément aux dispositions retenues pour la conduite des réformes au titre de la révision générale des politiques publiques, un comité de pilotage interministériel « cohésion sociale, jeunesse et sports » a été créé.

Coprésidé par les directeurs de cabinet du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, de la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, de la ministre du logement et de la ville et du Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, le comité comprend :

- les directeurs des administrations centrales et les délégués interministériels concernés ;
- les secrétaires généraux du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (MEEDDAT), du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales (MIOMCT), du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire (MIINDS) ;
- le directeur général de la modernisation de l'Etat (DGME) ;
- le responsable de la mission interministérielle pour la réforme de l'administration territoriale de l'Etat (MIRATE) ;
- les inspections générales des affaires sociales (IGAS) et de la jeunesse et des sports (IGJS) ;
- un préfet de région ;
- le directeur général de l'ACSé ;
- des représentants des services déconcentrés concernés.

Le secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales en est l'animateur.

Ce comité est compétent pour la mise en place de la nouvelle direction générale de la cohésion sociale et de celle des futures DRJSCS (périmètre, organisation, moyens, etc.). Il veille à la cohérence d'ensemble des réorganisations des échelons centraux et déconcentrés dans le champ de la cohésion sociale.

Le comité qui s'est déjà réuni à deux reprises, a arrêté, lors de sa deuxième réunion, le 30 juillet 2008, une liste de huit préfigureurs régionaux (cf. annexe 1).

Une mission d'appui de l'IGAS a été confiée à Mme Annick Morel, inspectrice générale des affaires sociales, pour éclairer les travaux du comité sur le volet territorial. Cette mission, élargie désormais à l'IGA et à l'IGJS, élaborera des données et des éléments de problématique utiles à la définition d'une stratégie régionale pour le champ de la cohésion sociale et de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Elles vous seront transmises après examen interministériel sous l'égide de la MIRATE.

Les travaux de préfiguration ont pour objet de préparer la mise en place effective des DRJSCS, en proposant une organisation pour les nouvelles directions et une démarche pour leur mise en place.

II. LA PREFIGURATION EN REGION

Le schéma organisationnel de base devra clairement faire apparaître les trois pôles suivants :

- les fonctions spécifiques respectivement à la cohésion sociale et au domaine de la jeunesse et des sports ;
- les fonctions d'appui et d'expertise pour l'échelon départemental ;
- les fonctions support.

Il devra pouvoir fonctionner avec les différentes configurations d'organisation départementale pouvant être proposées par les préfets de département aux termes de l'instruction du 7 juillet 2008, sans préjuger du choix de celles-ci.

Pour les fonctions spécifiques, la préfiguration doit s'attacher à prendre en compte les quatre blocs d'activité suivants :

- la programmation financière, la planification des équipements et la coordination des dispositifs (hébergement, CADA, procédures CROSMS, etc.) ;
- les actions en faveur des jeunes dont, notamment, l'information, l'initiative et l'engagement des jeunes ;
- la promotion des activités sportives pour le plus grand nombre et la mise en œuvre de la politique nationale du sport de haut niveau ;
- la promotion de la vie associative par l'information, le conseil et l'accompagnement des bénévoles et des structures.

Les activités de contrôle des organismes de sécurité sociale et de secrétariat des juridictions sociales (TASS, TCI, CDAS, notamment) font l'objet d'une réflexion distincte à l'échelon national. Dans l'attente de ses conclusions, ces activités et les personnels concernés, au sein des DRASS et des DDASS, doivent être intégrés en l'état dans le périmètre des DRJSCS.

Le pôle d'appui et d'expertise recouvre les fonctions suivantes :

- l'observation des données sociales ;
- les fonctions d'ingénierie sociale ;
- l'appui aux échelons départementaux, notamment pour la mise en œuvre de nouvelles réformes (tutelles et curatelles, etc.) ;
- les fonctions liées à la politique de la ville au niveau régional (appui à l'ingénierie sociale départementale, répartition territoriale des financements de l'ACSé, observation, évaluation...) ;
- les formations, l'organisation et la délivrance des certifications ;
- l'organisation dans un cadre régional des missions de contrôle et de protection.

La mise en place du pôle « fonctions support » permettra :

- de combiner et de rationaliser la gestion des moyens de fonctionnement et en personnel des diverses composantes de la nouvelle direction régionale ;
- de gérer le personnel dépendant du ministère en fonction dans les directions départementales actuelles (DDASS, DDJS) et futures ;
- de dresser l'état des mutualisations existantes, « verticales » et « transversales », notamment entre niveau régional et départemental (une étude spécifique devra être conduite pour ce qui concerne le département chef-lieu), d'examiner leur compatibilité avec les réorganisations en cours, respectivement nationales, régionales et dans les départements, sans omettre le domaine immobilier, et de formuler des propositions d'optimisation au préfet de région.

Grâce à ces huit préfigurations, il sera possible de définir, d'ici à la fin de l'année 2008, la configuration-cible des nouvelles directions régionales et les modalités de leur mise en place à partir du 1^{er} janvier 2009.

Chaque préfet de région adressera à cet effet une lettre de mission au directeur préfigurateur.

Les directeurs régionaux chargés des préfigurations constitueront, sous l'autorité du préfet de région, un comité de pilotage régional avec leurs collègues des services concernés et les déléguées régionales aux droits des femmes et à l'égalité, désormais placées sous l'autorité des SGAR. Ils devront identifier les questions qui se posent pour la mise en œuvre de cette organisation et faire des propositions précises en matière d'organigramme et de programme de travail pour finaliser la nouvelle direction.

Les préfets de région concernés et les directeurs régionaux préfigureurs, en liaison avec les préfets de département et les directeurs départementaux aussi concernés, veilleront à informer l'ensemble des agents du déroulement des travaux et à associer les partenaires sociaux à la conduite du projet.

Des éléments de méthode élaborés par le ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative et validés par les autres ministères concernés par la réorganisation territoriale seront prochainement transmis par le secrétariat général du Gouvernement.

Par ailleurs, la mission d'appui IGAS/IGA/IGSJ accompagnera le déploiement progressif des DRJSCS qui s'effectuera à partir de 2009. Des instructions complémentaires plus précises sur la méthode de travail et les thèmes qui devront être abordés dans la constitution de ces nouvelles directions régionales seront transmises aux directeurs des régions préfiguratrices dès que la mission d'appui IGAS/IGA/IGJS aura été constituée.